



**HAL**  
open science

# Le pourquoi du comment, réflexions sur le rôle des logiques spatiales dans la "construction" des risques industriels.

Alain Le Griel

## ► To cite this version:

Alain Le Griel. Le pourquoi du comment, réflexions sur le rôle des logiques spatiales dans la "construction" des risques industriels.. Colloque "Risques et industrie. Pratiques quotidiennes des risques industriels" organisé à Bordeaux par la Société d'Ecologie Humaine., Dec 2004, France. hal-00915139

**HAL Id: hal-00915139**

**<https://hal.science/hal-00915139>**

Submitted on 6 Dec 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les 16<sup>èmes</sup> Journées Scientifiques de la Société d'Ecologie Humaine



Bordeaux, 1<sup>er</sup> - 3 décembre 2004

**Le pourquoi du comment,  
réflexions sur le rôle des logiques spatiales dans la "construction" des risques  
industriels.**

Alain LE GRIEL – Université Lumière Lyon 2 (5 avenue P. Mendès France, C.P. 11, 69676 Bron cedex) et UMR 5600 du CNRS - [alain.legriel@univ-lyon2.fr](mailto:alain.legriel@univ-lyon2.fr)

La philosophe Catherine LARRERE (1997) se plaît à souligner que les hommes d'aujourd'hui ont pour obligation de considérer leur environnement "depuis l'intérieur de la Société". Elle suggère de qualifier cette situation de "sociocentrisme", insistant sur le caractère trompeur d'une telle perspective puisqu'elle tend à nous éloigner de certaines évidences. Mes propos vont s'appuyer sur un constat très proche. D'abord préoccupés par leurs jeux réciproques, les acteurs du théâtre humain finissent par oublier le cadre qui les accueille et l'influence, à mon avis cardinale, qu'il exerce sur eux. J'illustrerai cette hypothèse à partir des pistes tracées par les organisateurs de ce colloque sur les risques industriels et les chemins suivis par la grande majorité des participants : tous braquent le projecteur sur la négociation sociale et les pratiques qui s'opèrent autour d'elle.

Sans discuter la légitimité d'une telle démarche pour situer la cause directe du danger, qu'il soit effectif ou fictif – inscrit dans les seules représentations –, ma suggestion va être de réaliser un "décentrage", suivant la belle expression employée par ma collègue Valérie NOVEMBER dans "Les territoires du risque" (2002). L'analyse géographique invite, en effet, à considérer non seulement les protagonistes du risque et leurs actions, mais aussi, pour ne pas écrire surtout, le contexte spatial lato sensu dans lequel ils évoluent, à savoir la scène où ils opèrent et la "mise en scène" – voir ci-dessous – qui les fait agir. C'est à cette seule condition qu'il me paraît possible de remonter à la cause initiale du danger, celle qui rend compte du déroulement des catastrophes lorsqu'elles adviennent. Mon souhait est donc d'examiner ici le "pourquoi du comment", entendez les organisations qui provoquent les pratiques génératrices de risque...

Pour illustrer de manière concrète ce point de vue, j'ai retenu un domaine où le construit social semble jouer un rôle décisif : celui de l'information sur les dangers technologiques. A travers les équilibres complexes qui s'établissent, au niveau collectif comme à celui de l'individu, autour de la cognition et des pulsions, ce sont bien, directement, des processus dirigés par les territoires d'où ils agissent qui fondent le comportement des "acteurs". Commençons par en examiner quelques exemples.

**I - Risques industriels, informations et territoires :**

Les composantes du danger technologique peuvent très schématiquement être cernées dans la présence du triptyque "activités industrielles-activités résidentielles-échanges d'information" sur un même territoire. Formé lui-même par une somme variable de "sous territoires" – usines,

habitations, commerces, etc.-, mis en relation avec des entités plus importantes –commune, départements, régions, etc.- avec lequel le lieu est en réseau, celui-ci va avoir pour premier et majeur effet d'organiser la rencontre de ces activités dont certaines offrent, à l'occasion, de graves incompatibilités de fonctionnement comme le passage d'une nappe de gaz hautement toxique sur une école.

Parmi toutes les évidences qui viennent d'être assénées, l'une mérite un peu plus d'attention : celle qui relie le danger à la communication. Pour entrer dans la catégorie des "risques" au sens propre, les rencontres évoquées n'ont pas besoin d'être effectives. Pour intervenir dans le fonctionnement d'un territoire et en marquer les structures, il faut et il suffit que les habitants du lieu connaissent l'existence d'un aléa antérieur ayant réuni des éléments voisins et en redoutent le retour... à des degrés divers suivant les renseignements dont ils disposent. L'information, sous toutes ses formes, de la "certitude scientifique" à la rumeur, apparaît ainsi une donnée incontournable de la géographie du danger.

Le décor étant situé, intéressons nous maintenant, comme annoncé, à la scène et à la mise en scène ; nous les évoquerons en examinant le comportement d'acteurs occupés à échanger des informations depuis des places différentes, sources directes d'antagonisme. Chaque exemple s'inscrira à une échelle particulière...

*1 – l'échange d'information aux échelles intermédiaires : le blocage des points de vue sur les questions de sécurité à l'intérieur des entreprises.*

**Le délégué syndical:** *Je réagis par rapport à ce qu'a expliqué le responsable du service "Sécurité" qui dit le fabricant est le pompier de la première minute... Cela fait partie de la dérive ! Les fabricants sont aujourd'hui en effectif extrêmement réduits, ce qui fait que sur un incident important, il devra faire le choix entre soit s'occuper de son unité pour l'arrêter et prendre les mesures en réaction à ce qui se passe, ou bien porter secours. On n'a pas, aujourd'hui, les effectifs qui permettraient de donner la disponibilité nécessaire à ce pompier de la première minute... Ensuite, toujours dans la dérive, il y avait –à Péage de Roussillon- des pompiers professionnels, il n'y en a plus qu'un ! Il y a actuellement une grève, cela fait trente sept jours que des pompiers sont en grève sur le site avec, comme seule revendication, les moyens en effectif pour assurer la sécurité. La direction considère la sécurité comme un coût et les Pouvoirs Publics, quand ils ont leur mot à dire, malheureusement, ne le disent pas ! On a coutume d'avoir des réactions de la Préfecture qui dit "L'industriel est maître chez lui et on a rien à dire".*

**L'animateur du débat :** *L'industriel est justement à côté de vous, il n'est pas maître sur ce plateau... mais il est maître de sa réponse !*

**Le directeur (en apparence choqué) :** *Je crois que je vais illustrer que l'on est dans un débat contradictoire, parce que quand on dit "Le fabricant, c'est la première dérive !"... Là, je crois qu'il y a quelque chose de fondamentale... Ces unités que l'on vient de voir -des pompiers "volontaires"-, sont pilotées par des opérateurs de l'industrie chimique. Les opérateurs, et je veux m'adresser aux gens qui se demandent comment l'on travaille... Ces opérateurs, ils ont un rôle primordial pour conduire l'opération dans les conditions exigées. Bon ! Mais ils ont le rôle, aussi, d'intervenir très très vite. Ce sont des opérateurs formés à ce métier... habilités, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas lâchés tous seuls et ils ont comme un permis spécial par rapport à ça, et, en plus, ils doivent intervenir très très vite parce que, tout le monde l'a dit, le premier risque, il est au sein de l'atelier et si les opérateurs n'interviennent pas pour colmater une fuite, pour détecter un début d'incendie, avec l'aide d'appareils relativement sophistiqués, c'est du temps de perdu par rapport à l'intervention.*

Ces propos ont été tenus dans les studios de FR3 Rhône-Alpes, à Grenoble, en novembre 2001.

De tels échanges permettent d'illustrer la difficulté de cheminement des informations au sein d'une institution où l'amont a pour "mission" d'ordonner et l'aval pour "charge" d'exécuter. C'est un type d'organisation classique que l'on retrouve dans l'armée, l'enseignement, toutes les administrations, mais aussi dans la santé où les "patients" sont rarement censés débattre du traitement et de ses dangers. A chaque fois, les positions hiérarchiques structurent le transfert et scellent l'acceptation ou... le refus, puisqu'il existe des "déserteurs" !

L'intérêt de l'exemple est justement de montrer comment l'aval essaye parfois de faire remonter des informations en sens inverse et la réaction provoquée. En l'occurrence, on ne manquera pas de noter que le "débat" sort, ici, du territoire institutionnel : l'émission télévisée introduisant une foule d'autres niveaux d'organisation, dont l'opinion publique nationale. Celle-ci est prise à témoin et emmenée dans l'atelier pour y constater la disparition des hommes, avant de se retrouver dans le bureau de la direction pour y vérifier la qualification du personnel. Dans cette

opération "portes ouvertes" curieusement improvisée, ce n'est, à l'évidence, ni la transparence, ni le souci d'informer sur la complexité des réalités qui émergent.

*2 – l'échange d'information à l'échelle nationale : la déformation des points de vue sur le rôle de l'administration dans le contrôle des études de danger.*

**Le ministre :** *Lorsque cette étude de danger n'est pas suffisamment complète ou trop floue, nos inspecteurs de la DRIRE des installations classées sont là pour la critiquer. Ce sont, en quelque sorte des contre-experts qui viennent, après les études qui sont fournies par l'industriel, car c'est la responsabilité première et dernière de l'industriel d'avoir une bonne étude de danger, nous, nous les expertisons en disant "cela ne suffit pas !". Et, si cela ne suffit pas, il y a des mises en demeure de la part de l'administration pour que l'industriel se mette aux normes par rapport à ces études de danger.*

**Le représentant d'une association écologique :** *C'est largement insuffisant ! Quatre vingt inspecteurs équivalent temps plein en Rhône-Alpes pour, on l'a dit tout à l'heure, cent quarante établissements "Seveso", simplement "Seveso" ! Donc les inspecteurs de la DRIRE sont en nombre très insuffisant. Je rappelle simplement que, dans cette situation, on a en fait une situation de juge et partie et d'autocontrôle.*

**Le ministre (souriant) :** *Je suis d'accord avec Monsieur sur le nombre insuffisant ; mais l'on en a cent cinquante de plus cette année pour toute la France.*

**Le représentant de l'association (tout aussi souriant) :** *C'est, encore, insuffisant !*

Ce bref échange entre un ministre en exercice et un militant de son propre parti s'est déroulé au cours de la même émission télévisée. Il nous offre la possibilité de mesurer l'importance des déformations que le territoire où évolue l'acteur crée sur ses représentations. Nous-nous retrouvons donc au cœur de la mise en scène lorsqu'elle concerne l'homme politique occupant, enfin, une place longtemps désirée et confronté désormais à des enjeux nationaux, voire internationaux. En dépit de son habileté, l'ancien militant, parvenu au sommet de la hiérarchie, ne peut s'empêcher de mettre en avant l'efficacité du domaine dont il a depuis peu la charge et, qu'à coup sûr, il critiquait hier. On le sent d'ailleurs surpris lui même d'une attitude qui l'amène à s'exposer aux critiques de son propre camp idéologique.

*3 – l'échange d'information à l'échelle locale : le filtrage des consignes données par le DICRIM de Feyzin.*

**Le président de l'association (tenant en main le DICRIM) :** *Je l'ai feuilleté, j'ai trouvé que c'était intéressant parce que l'on nous dit les bons réflexes à avoir. On nous dit : "S'il y a un accident, surtout, restez chez vous !" Alors, moi, je ne suis pas un spécialiste ; quand je l'ai lu, je me suis dit en fait, c'est vite vu, soit on reste chez soi, soit on se tire ! Il n'y a que deux solutions. Moi, j'ai vécu Soixante six -la catastrophe de Feyzin-. A l'époque, j'étais tout petit, mais avec mes parents, la première chose, on a pris la voiture et on est parti, cela a été notre première réaction. Je ne suis pas certain, si aujourd'hui on fait une enquête auprès des habitants de Feyzin, même s'ils lisent le bouquin, je ne suis pas certain... Parce que dire aux gens "confiniez-vous !"... Pourquoi pas, mais il faudrait davantage de réunions pour que l'on nous prouve qu'il faut se confiner et que l'on nous prouve que les fenêtres ne vont pas voler en éclat. Moi, la fenêtre de ma chambre faisait deux mètres sur deux, quand il y a eu l'explosion de la raffinerie, elle a atterri sur le lit, il y en avait de partout. Je me dis "confiné, pas confiné, c'est la même chose !" Alors, on a plein de question comme cela. Je veux bien me confiner ; c'est vrai qu'il ne faut pas être bête, si c'est un nuage toxique, il vaut mieux être à la maison que dans la rue à respirer à plein poumon... Mais je trouve en tout cas que ce qui est dommage sur ce bouquin, c'est que ce qui est écrit dedans, parce que, nous, les habitants de Feyzin, on en a pas discuté. C'est sûr que l'on est un peu des pignoufles...*

*Moi je dis que l'on est des pignoufles en tant que citoyens parce que l'on n'a pas les compétences de discuter de cela. Mais ce que je demande aujourd'hui au niveau de l'association c'est que, nous les pignoufles, on ait le droit de discuter de cela et de dire "je suis d'accord, pas d'accord" devant des pros, des pros du confinement, des pros de la sécurité, de s'exprimer comme on s'exprime là, avec ses mots et de leur dire "expliquez-moi comment je fais avec le confinement ?". L'effort de la ville de Feyzin est remarquable. C'est la première fois que je vois un truc aussi bien fait, par contre, au niveau du fond, on se rend compte que cela remet en cause toute la valeur du petit bouquin, parce que, ce petit bouquin finalement, on ne sait pas ce que l'on va en faire... On ne sait pas si on va le garder des années... ou si on va le mettre à la poubelle demain !*

Ce dernier exemple montre de manière éloquent de quelle façon les méthodes les plus modernes de communication viennent parfois se heurter aux logiques territoriales. Il souligne le caractère hermétique de la limite entre l'institutionnel et le privé, véritable frontière qui filtre l'information. La distance au danger étant le premier responsable des modalités de sa perception, on y mesure, sans surprise, un décalage considérable entre le recul que peuvent prendre les gestionnaires de la sécurité publique dans le calme de leur bureau et l'implication du riverain, imaginant son espace familial au cœur de la catastrophe. En parallèle, la nature artificielle des consignes données,

coupées de l'inévitable complexité de la réalité de terrain, s'y trouve éclairée avec force et permet de donner un sens direct à l'adjectif "crédible" en matière d'information.

## **II – Brefs aperçus sur les fonctionnements de la Société, de l'Information et du Territoire :**

Les trois situations qui viennent d'être présentées ont été choisies parce qu'elles correspondent à des stéréotypes de l'enquête sur les risques industriels. A partir de là, mon but va être de cerner l'écart qui existe entre les démarches disciplinaires dans l'analyse et l'interprétation de phénomènes très classiques.

### *1 – De la position des sciences sociales.*

Elle varie trop d'une école de pensée à l'autre pour qu'un non spécialiste de l'épistémologie puisse prétendre en dresser un tableau exhaustif pertinent, surtout lorsque, en plus, il revendique, haut et fort, sa différence par rapport à ce pourtant vaste domaine de recherche. Je n'en renoncerais pas pour autant à vous indiquer la représentation qu'un géographe se fait de l'explication aujourd'hui la plus souvent avancée pour rendre compte des comportements comme des paroles rapportés précédemment. De tels débats représentent en définitive le fonctionnement même du corps social ou plutôt en constituent le mécanisme principal : appelé par les uns "négociation" et par quelques autres, plus influencés peut-être par la pensée anglo-américaine, "controverse". Dans cette acception, le risque, comme la connaissance que l'on en a, sont produits par les échanges d'information entre des acteurs développant des points de vue différents et plus ou moins inconciliables. Face aux divergences, les sociétés contemporaines sont dans un premier temps contraintes à la discussion, puis, dans un second, à accepter des compromis apte à résoudre les contradictions. C'est en jugeant la solidité respective de leurs arguments que les groupes antagonistes accepteraient pour finir de s'entendre. Dans ce cadre, des actions précises sont entreprises à l'heure actuelle non seulement pour mieux connaître mais également pour diriger le débat et accélérer les processus de la négociation.

Il est vraisemblable que beaucoup d'entre vous participent à une telle démarche et devraient se reconnaître dans cette esquisse, si elle était moins expéditive donc caricaturale. Parce que j'y ai porté, à une époque, un vif intérêt, ceux d'entre vous qui voudraient mieux situer la signification de mes propos trouveront une excellente illustration de l'attitude scientifique et/ou opérationnelle que je tente de décrire sur le site Internet [www.coherence.fr](http://www.coherence.fr) . Celui-ci est chargé de diffuser la "théorie des connaissances humaines", élaborée en 1977 par Roger NIFLE, ainsi que d'informer sur les multiples applications dont elle a été depuis l'objet. Ils découvriront, dans le "Journal Permanent de l'Humanisme Méthodologique", les positions épistémologiques que la quête du Sens amènent à revendiquer.

Il me paraît important de vous expliquer pourquoi le géographe que je suis souhaite prendre une certaine distance vis à vis de ces méthodes de raisonnement ou d'action en opérant le "décentrage" évoqué en introduction.

### *2 – Du fonctionnement de l'information vu par les sciences sociales et par la géographie.*

Le président de l'Association de Défense du quartier des Razes le disait "avec ses mots", il existe une différence fondamentale entre la forme, le comment, et le fond, le pourquoi ! Il convient d'approfondir ce point.

Dans l'effervescence connue par les sciences sociales au 20<sup>ème</sup> siècle, une énorme influence est venue de la discipline intellectuellement reine qu'est la Philosophie... à moins que cela ne soit d'une atrophie de ces autres disciplines clé que sont pour moi l'Histoire et la Géographie, considérées non comme de simples catalogues d'événements ou de phénomènes, mais comme des sciences cadres, toutes entières tournées vers l'analyse et la compréhension des logiques imposées par le Temps et l'Espace à tous les "êtres", matériels, vivants ou pensants. En me pardonnant ce jugement à l'emporte pièce, le lecteur voudra bien néanmoins reconnaître que l'objet le plus proche de l'esprit du chercheur, la quête du sens des mots, des actes et des choses, a occupé une place d'autant plus grande que la mode était à l'herméneutique, voire à "l'herméneutique de l'herméneutique". A partir de là, le piège me semble s'être refermé sur des élites fascinées par

autant de matières à réflexion, entreposées dans le lieu même où elles pensaient : le cerveau humain considéré comme le producteur du signe, de la technique et de la société. Face à la noblesse de l'objet, le sujet lui-même observé dans ses actes les plus intimes et les plus sophistiqué, l'enthousiasme de beaucoup est aisé à comprendre: quel policier ne rêve pas d'une enquête où l'on tient à la fois, en une seule et même entité -ici la pratique sociale-, la victime, le coupable et... le mobile ? On l'aura compris, je verrai volontiers dans le chercheur en science sociale un policier, totalement narcissique, qui finit par se placer au centre de sa propre enquête ! En justifiant orgueilleusement les pratiques par des choix stratégiques, ce curieux enquêteur arrête son travail au terme d'une étape, à la fois indispensable et insuffisante : le comment, l'acte, devient aussi le pourquoi. Il se désintéresse des logiques qui amènent à réaliser l'acte.

Tentons de décentrer l'analyse, d'oublier un instant l'intérieur du sujet et interrogeons-nous sur les conditions qui nous conduisent à donner une signification au monde et, parfois, à nous battre pour imposer cette signification ? Elles sont au nombre de deux :

- Bien sûr la possibilité de faire circuler des informations entre l'extérieur et l'intérieur ou en sens inverse, c'est à dire l'existence de moyens propres à l'Homme : la mémoire et le langage,
- Mais encore, et surtout, l'obligation de disposer d'informations différentes de celle de l'Autre, au sens lacanien, parce qu'il n'y a jamais deux personnes à la même Place... au sens géographique !

Ce qui donne une signification aux choses, c'est le fait que tout homme constitue un système spatial "indépendant", à tous les sens du terme, et qu'il va avoir tendance à prendre son angle de vision unique pour l'unique angle possible.

On comprendra alors le titre de ce paragraphe d'où l'information était, jusqu'ici curieusement absente. Je m'autorise à "accuser" les sciences sociales de contre-sens en plaçant la pensée -- une partie de la circulation de l'information intérieure- au centre des comportements alors que pour moi ce pivot est constitué par l'ensemble du cheminement, parfois très chaotique, des informations intérieures et extérieures... en dehors de tout véritable contrôle des sujets.

Pour asseoir cette réalité axiomatique, j'en proposerai le contre exemple : il n'y aura pas de débat à propos du sens des choses si nous disposions tous d'une information semblable sur ce qui nous entoure ; mais pour cela il faudrait voir les choses sous un angle identique et participer au même réseau de diffusion... c'est-à-dire, en fait, constituer un seul être "géographique", se placer dans le même corps ! Le débat ne naît pas de la possibilité de le tenir : la réflexion et le symbole n'en sont que les instruments indispensables, la condition formelle nécessaire mais non suffisante. Son existence relève de ce qui en constitue la matière : il se développe à cause de la multiplicité des points de vue, il est nourri par les particularités des organisations multiples --les territoires- qui accueillent toutes les formes d'actions.

### *3 – Du fonctionnement des territoires et des informations.*

Il me serait facile de me laisser aller à un long exposé de ce que j'appelle, avec un manque évident de réserve scientifique, "la tyrannie des lieux". Ce serait doublement faire fi de la logique géographique, en ne respectant ni la place qui m'est impartie, ni, surtout, l'endroit --la discipline, en particulier, la culture intellectuelle, en général- d'où vous examinez ma position, l'effort de décentrage sollicité devenant excessif par rapport au temps que votre attention peut, ici et dans le meilleur des cas, m'accorder.

Pour mieux situer mon point de vue face à ceux d'entre vous qui ne manqueront pas de s'inquiéter de la mise à l'écart de la personne humaine et, par dessus tout, de sa "responsabilité", il me faut être clair : la première et seule "responsabilité" de l'acteur me semble écarter d'entrée le recours au choix ; il se doit d'être le défenseur zélé de ses espaces fonctionnels quotidiens, condition *sine qua non* de reproduction de l'existence. Agissant en fonction d'une stricte logique de la vie, bien loin de celle de l'esprit, il est ainsi conduit à soumettre tous les autres principes, y compris les plus nobles -éthique- ou les plus brillants -raison-, à une hiérarchie stricte dans laquelle l'extérieur n'est observé, compris et accepté qu'à partir des intérêts propres à ces "territoires", qu'ils soient

professionnel –échelle méso-, familial –échelle micro- ou... idéologique –échelle macro par le choc des cultures-. Sur ces bases, le fonctionnement synchronique de tous les territoires évoqués va produire une bien curieuse alchimie sur la circulation des informations, organisant les blocages, les déformations ou les processus de filtrage montrés dans la première partie.

Si l'on s'en tient aux échanges entre territoires humains, deux mécanismes fondamentaux me paraissent susceptible d'expliquer les dysfonctionnements en matière d'information sur les dangers technologiques. En utilisant l'image des jeux de carte, les acteurs du risque jouent, selon moi, soit au "Mistigri", soit au "Menteur".

- D'une part l'espace individuel pratique, dans son intérieur, l'art de la défusse : le fonctionnement de l'esprit le conduit à écarter, de lui-même, des informations jugées incompatibles et/ou intolérables. C'est la dissonance cognitive étudiée depuis les années 60 par la psychologie expérimentale.
- D'autre part l'espace collectif organise dans le cadre des échanges l'art de la falsification : une information édulcorée prend la place de l'information brute et ceci non par volonté de tromper mais par nécessité de réussir. Les territoires "communiquent" entre eux, ils ne "s'informent" pas. Par souci d'être compris et/ou accepté, le message est vidée de l'essentiel de sa matière. C'est, au mieux, la langue de bois des acteurs institutionnels.

Cette double pratique résulte d'une seule logique spatiale: celle qui réunit les territoires émetteur et récepteur. Ni l'un, ni l'autre ne sont "libres" de leur action mais, au contraire, étroitement déterminés par leur position respective en regard du mouvement de l'information. Celle-ci, fabriquée à un endroit, soit va ignorer les particularités du territoire cible qu'elle ne pourra atteindre, soit, et cela va revenir exactement au même, s'aligne sur les nécessité du territoire émetteur et s'écarte d'autant de la réalité.

En résumé, cette incommunicabilité entre les êtres si magistralement mis en scène par le réalisateur suédois Ingmar BERGMAN dans ses films, doit être décrit comme le "résidu" imposé à tous les acteurs de la vie par un autre grand metteur en scène, l'espace. Sa première particularité est, en effet, de construire le fractionnement/cloisonnement des territoires, organisations et organismes, avec la mise en place d'une opposition aussi fondamentale que fondatrice : l'intérieur et l'extérieur.

### **III – De la rencontre des champs théoriques sociaux et géographiques :**

Une telle façon d'envisager les choses relève-t-elle d'une simple lubie de géographe ? Pour éviter un isolationnisme dangereux, il m'a paru indispensable de "convoquer" ici un certain nombre de chercheurs reconnus. L'intérêt de leurs travaux est d'avoir opéré, avec des méthodes disciplinaires très différentes de celle de la géographie, des observations qui leur ont permis de conclure dans un sens voisin en montrant le poids des organisations sur les acteurs. Je réunirai les témoignages plus ou moins parallèles d'auteurs ayant considéré des situations à chacune des trois échelles déjà évoquées...

#### *1 – De l'organisation sociale au conflit code-territoire.*

L'échelle intermédiaire a été analysée par deux grands noms de la sociologie française de la seconde moitié du vingtième siècle : Michel CROZIER et Yves BAREL. Différents dans leur style, optimiste et dominateur pour le fondateur de la "Sociologie de l'organisation", torturé et foisonnant pour l'auteur du "Système et du paradoxe", ces deux intellectuel de gauche, *lato sensu*, se sont intéressé depuis leur laboratoire respectif du CNRS aux mêmes mécanismes institutionnels.

En étudiant le "Phénomène bureaucratique" (1963) ou la "Société bloquée" (1970), Michel CROZIER a multiplié les coups de projecteur sur les freins qui empêchent la réforme de s'imposer sur ces territoires spécifiques que sont les entreprises et les administrations. Une impression contradictoire se dégage de son œuvre. Sa confiance dans la liberté de l'acteur est sans arrêt renouvelée au fil des pages ; il la fonde sur la négociation, qui prend place, selon lui, "dans la marge existante entre les jeux à l'intérieur des organisations". Mais comment, dans ces

conditions, doit-on interpréter cette phrase révélatrice du fond de sa pensée : "l'organisation oppose aux acteurs sa propre opacité, sa propre pesanteur et les oblige à des compromis et à des détours dans leur action, les forçant à la limite à tricher avec leur propre objectif" ? J'en proposerai cette explication : d'un côté il a parfaitement observé et compris le jeu du Menteur qu'impose la mise en scène à la société et, de l'autre, son esprit est soumis au jeu du Mistigri : La liberté de l'acteur est une condition impérative pour justifier l'existence de son Centre de Sociologie de l'Organisation totalement impliqué dans l'action.

Avec Yves BAREL, la réflexion est nettement plus détachée de l'action. Dans un numéro des annales de la recherche urbaine consacré aux territoires (1981), il nous livre une étonnante explication de la crise de la modernité par l'opposition plus ou moins stérilisante de deux forces antagonistes majeures de nos sociétés contemporaines : d'une part le "Code", force abstraite et lointaine qui aspire à l'universel et gomme toute différence pour établir son ordre, d'autre part le "Territoire", force concrète et local qui prend racine dans le spécifique et construit les identités. Sans doute le penseur marxiste qui a survécu en BAREL jusqu'à ses derniers écrits souhaiterait reconnaître dans ce mouvement dialectique un des moyens d'évolution de l'Histoire. Le tableau proposé demeure cependant pessimiste : la société occidentale "pourrait par ses extrémités, méga-niveaux et micro-niveaux" tandis que, seuls, les "tenants du système" tireraient leur épingle du jeu aux "niveaux intermédiaires". Dans ce texte, Yves BAREL multiplie les exemples pour montrer de quelle façon les systèmes spatiaux enferment les comportements : on y voit ainsi le local "étouffer les conflits de classe" ou "exaspérer les oppositions entre indigènes et étrangers". Il exprime avec ses mots le pouvoir déterminant de la mise en scène.

## 2 – *De la sociologie des sciences à la société du risque.*

Pour rendre compte des mécanismes fondamentaux qui permettent à la société de fonctionner au plus haut niveau, j'évoquerai deux couples de chercheurs dont les idées se sont mutuellement confortées...

Les travaux de l'équipe du Centre de Sociologie de l'Innovation de l'École des Mines de Paris dirigée par Michel CALLON et Bruno LATOUR (1989,1991) nous intéresseront à double titre : par leur contenu et par leur place épistémologique. C'est en s'inspirant de leur démarche que la géographe suisse Valérie NOVEMBER (2002) opère le décentrage qui l'a conduit à observer sous un angle nouveau les "Territoires du risque". Mais que nous disent-ils ?

Désireux d'établir une anthropologie des sciences, dans le but de découvrir "la science telle qu'elle se fait", ils ont choisi d'adopter pour point de départ de l'analyse "une symétrie entre les données humaines et non humaines". Autrement dit, ils admettent que, dans le quotidien, les objets –ils ont l'élégance de ne jamais parler ni de structures ni de systèmes- et les sujets s'influencent réciproquement. Leur théorie de l'acteur-réseau repose sur cet axiome initial. Pour eux, il existe entre les choses et/ou les hommes des processus "de traduction" (évolution réciproque des structures, y compris mentales), "d'intéressement ou d'alliance" (mise en place de réseaux polarisés) qui organisent le changement et font l'Histoire. Ils expriment dans un langage chatoyant ce que le géographe d'aujourd'hui appelle lourdement des relations de connexité. Ils rejoignent ainsi les préoccupations de BAREL : à une autre échelle, ils se posent à nouveau la question du conflit entre effet de domination (le code) et effet de site (le territoire), enquêtant sur les manipulations réciproques opérées entre le grand et le petit, le loin et le près, le haut et le bas, points ou, mieux, "pôles" cardinaux des réseaux.

Les réflexions d'Anthony GIDDENS et d'Ulrich BECK portent moins sur les mécanismes de base de la civilisation contemporaine que sur leur évolution historique. Les expressions "modernité réflexive" ou "seconde modernité" désignent, sous leur plume, l'ensemble des bouleversements qui ont marqué le dernier quart du vingtième siècle. Les dimensions spatiales sont néanmoins présentes dans la description du contexte ayant conduit au changement.

Les mutations actuelles sont le produit pour GIDDENS (1992) de la "délocalisation des systèmes sociaux". L'État-Nation du 19<sup>ème</sup> siècle serait désormais trop étroit pour régler les grands problèmes de la vie, d'où la mondialisation, et trop vaste pour résoudre les petits problèmes,



d'où l'émergence des identités locales. Quant au processus d'individualisation qui a d'abord retenu l'attention de BECK (1986), il résulterait d'une rupture dans la mise en scène des "biographies". Les existences subiraient aujourd'hui un double phénomène de "désencastration" / "réencastration" : l'Homme échappe aux cadres traditionnels -famille, classe, village- mais il y perd une certaine forme de sécurité. Il est ainsi amené à rencontrer de nouveaux types de risques, tout en se trouvant pris au piège d'autres structures comme les lois du marché ou les modèles proposés par les média.

Il est juste de noter que BECK évoque rarement les lieux en tant qu'élément source du risque. Sans doute parce qu'il s'intéresse plus au destin historique de l'Individu, avec une majuscule, qu'aux actions des individus...

### *3 – Des comportements culturels aux réactions enzymatiques.*

Il nous faut pourtant en venir au terrain le plus important, celui dans lequel s'inscrit directement l'acteur. Bien sûr, c'est l'individu qui peuple les couloirs des administrations –échelle intermédiaire- ou réagit en tant que scientifique –échelle macro- aux objets des laboratoires. Mais il s'agit maintenant de l'observer non dans le rôle social qu'il tient mais dans son geste, son attitude de tout les instants –échelle micro-, et d'en envisager les explications. J'ai réuni pour cela un couple détonnant, dont les méthodes se placent aux antipodes l'une de l'autre, tout en se complétant, et se confortant, de manière impressionnante.

L'anthropologue américaine Mary DOUGLAS (1992) a proposé un modèle des comportements face aux risques dans lequel les réactions s'harmonisent avec le contexte créé par le fonctionnement local de la société. Inscrits dans des réseaux marqués par plus ou moins de mobilité, de solidarité ou d'agressivité, les riverains du risque agissent en fonction de deux variables essentielles qui permettent de cerner un système social : la cohésion –"group"- ou la coercition –"grid"- . Les habitants d'une communauté entretiennent des rapports qui dépendent des valeurs culturelles du lieu, elles-mêmes à l'origine d'une ambiance plus ou moins hiérarchique, égalitaire, individualiste ou fataliste, pour en situer les principaux pôles. Le passage entre cette analyse et l'approche évoquée en seconde partie est direct : en organisant la rencontre des multiples actions qui, au fil du temps, construit la culture locale, le territoire contribue bien à une "mise en scène" particulière.

Mary DOUGLAS, depuis sa discipline, ne peut qu'envisager les attitudes individuelles à partir de la collectivité. L'immense intérêt des recherches du médecin Henri LABORIT est de nous conduire, enfin, au cœur du territoire humain. Avec les idées développées par Henri LABORIT (1989), le géographe trouve toutes les dimensions nécessaires à l'établissement d'un tableau complet des structures comportementales qui organisent le microcosme humain, voire le macrocosme !

Pour éviter les malentendus, il convient de souligner qu'Henri LABORIT traite de phénomènes inscrits dans l'Histoire de la Vie et, ce faisant, s'écarte de ceux qui font l'histoire des sociétés. Henri LABORIT pense visiblement que l'Histoire possède un sens, mais son "territoire" –à la fois, sa discipline initiale et sa personnalité- l'amène à exposer de manière "crue" des informations vite intolérables pour d'autres territoires... disons de culture "conventionnelle". Médecin de génie qui a introduit le processus de l'hibernation artificielle dans les services d'urgence du monde entier, Henri LABORIT s'est essentiellement préoccupé de la façon dont l'information circulait, dans le corps humain, entre le cerveau et l'appareil locomoteur. Il nous montre comment les informations se croisent, puisqu'à une information venu de l'extérieur, le danger par exemple, l'intérieur va répondre par une attitude : l'inhibition ou la fuite (cf. les propos du président de l'Association du quartier des Razes). Le plus captivant concerne le rapport qu'il établit entre une attitude précise, reflet du "projet" de l'acteur, par exemple l'agressivité, et les réactions enzymatiques qui véhiculent, dans les deux sens, du cerveau aux cellules des muscles, l'information. On y comprend vite que le territoire humain est géré par des forces aussi éloignées du sens et de la rationalité que le sont celles qui structurent les lieux.

Il n'est pas possible de pénétrer plus avant une œuvre immense qui se heurte, malheureusement, de plein fouet au jeu du Mistigri. A coup sûr, en montrant de quelle manière ce qu'il appelle lui-même "les niveaux d'organisation" jouent avec les informations et les pouvoirs -tous !... musculaire, économique, politique, juridique, etc. (1971)-, Henri LABORIT a pénétré le pourquoi des pratiques humaines comme aucun auteur ne l'avait fait auparavant, faute d'information sur la chimie bio organique... et d'ouverture d'esprit sur les autres disciplines. Le plus impressionnant pour moi est de constater l'ampleur de sa sensibilité aux logiques spatiales avec, pour asseoir ses réflexions, des références systématiques à des structures territoriales de toutes dimensions : de la cellule à l'univers.

#### Conclusion :

Mon but était de tenter de vous convaincre qu'en matière de danger technologique, les pratiques humaines font le risque ou la catastrophe mais ne l'expliquent pas. Comme pour n'importe quelle action inscrite dans l'espace, les causes profondes me semblent relever des organisations territoriales. Pour tenter d'obtenir une adhésion, mes propos ont placé le projecteur sur la circulation des informations. Des trois actes fondateurs de la production humaine, le penser, le dire et le faire, c'est donc l'élément intermédiaire que je parais avoir "choisi". En fait, le lecteur, s'il m'a bien suivi, doit admettre que ce "choix" m'a été imposé. Le dire, trait d'union entre l'intérieur et l'extérieur, est le meilleur gage de notre immersion complète dans des logiques spatiales, maîtresses des jeux systémiques. Le discours reflète directement le fragile équilibre qui s'établit entre les pulsions intérieures qui animent l'individu ou le groupe et les multiples pressions qui les environnent. Face à de tels jeux de pouvoir, il devient facile de comprendre le recours fréquent à l'art de la défausse ou à celui de la falsification.

#### Bibliographie

- BAREL Y. (1981), "Modernité, code, territoire." *Les annales de la recherche urbaine*, n° 10/11, pp. 3 – 21.
- BECK U. ( 1986, 2001), "La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité.", Paris : Aubier, 516 p.
- CALLON M. (dir.), (1989) "La science et ses réseaux : genèse et circulation des faits scientifiques.", Paris : éditions de la Découverte, 215 p.
- CALLON M. ET LATOUR .B (dir.), (1991), "La science telle qu'elle se fait.", Paris : éditions de la Découverte, 391 p.
- CROZIER M. (1963), "Le phénomène bureaucratique.", Paris : éditions du seuil, 382 p.
- CROZIER M. (1970), "La société bloquée.", Paris : éditions du seuil, 241 p.
- DOUGLAS M. (1992), "Risk and Blame. Essays in Cultural Theory" Londres : ROUTLEDGE, 323 p.
- GIDDENS A. (1992), "Les conséquences de la modernité", Paris : l'Harmattan, 192 p.
- LABORIT H. (1970), "L'homme et la ville", Paris: FLAMMARION, 215 p.
- LABORIT H. (1989), "La vie antérieure", Montréal : éditions de l'Homme, 297 p.
- LARRÈRE C. et R. (1997), "Du bon usage de la nature.", Paris : Aubier, 355 p.
- LE GRIEL A., (2001) "Les organisations territoriales et l'engrenage des risques : réflexions géographiques à partir de l'exemple de l'incendie du tunnel du Mont-Blanc." Actes du colloque de Lyon "risques et territoires", E.N.T.P.E. / C.N.R.S., 1, p. 103-116.
- LE GRIEL A., (2004) "Montagne du "Sud", montagne du "Nord": vivre, et non mourir, dans la plus généreuse ou la plus attrayante " BAGF-Géographies-2004-1, pp. 114 à 125.
- NOVEMBER V. (2002), "Les territoires du risque.", Bern : Peter LANG, 332 p.